

# Manifs du souvenir réprimées

**Congo-Kinshasa Elles visaient à commémorer les émeutes anti-Kabila de janvier 2015.**

**P**rès de 5 000 personnes ont manifesté mardi contre le régime à Bukavu (Sud-Kivu, est du pays). Dans plusieurs grandes villes congolaises, la police a empêché les rassemblements prévus par l'opposition à la mémoire des 42 morts (selon la Fédération internationale des droits de l'homme) de la répression des émeutes de janvier 2015.

Celles-ci s'opposaient à des projets de loi destinés, selon l'opinion publique, à maintenir Joseph Kabila au pouvoir au-delà de la fin de son second et dernier mandat, le 19 décembre 2016.

A Lubumbashi (Katanga, sud-est), deuxième ville du pays, l'armée a dispersé à la mi-journée quelque 300 personnes réunies à l'appel de l'opposition pour prier dans la rue pour les personnes tuées entre le 19 et le 22 janvier 2015. Un correspondant de l'Agence France Presse qui couvrait cette manifestation et un journaliste de Radio Okapi (la radio de l'Onu au Congo) ont été molestés par des soldats et retenus plusieurs heures.

A Goma (Nord-Kivu, à l'est), environ 400 personnes ont manifesté contre le pouvoir dans le calme. Le plus grand

rassemblement de la journée a eu lieu à Bukavu, fief du troisième parti d'opposition, l'Union pour la Nation congolaise (UNC), où les manifestants se sont rassemblés sur une place pour écouter divers orateurs venus dire "non" à un "troisième mandat" du président Joseph Kabila et exiger la tenue de la présidentielle en 2016, comme prévu par la Constitution.

## **Des loueurs de salles arrêtés**

A Kinshasa, le Front citoyen 2016, coalition d'opposants à M. Kabila, avait prévu plusieurs dizaines d'offices religieux à la mémoire des victimes de janvier 2015, suivis de conférences-débats en plusieurs points de la ville, dans un souci d'éviter une éventuelle confrontation avec les forces de l'ordre sur la voie publique. Mais la police a empêché l'accès à de nombreux lieux de culte – essentiellement catholiques – ou autres salles louées par l'opposition pour l'occasion. Président de l'UNC, Vital Kamehhe a déclaré avoir donné consigne à ses militants venus l'écouter de "ne pas céder à la provocation" lorsque la police est entrée dans la salle où il devait tenir une conférence.

Plusieurs dizaines d'interpellations et l'arrestation de quelques personnes ayant loué des salles à l'opposition ont été signalées dans la capitale. (AFP)